COMMISSION PERMANENTE

Séance du 27 février 2006

CP 06/02-30

CONTRACTUALISATION N° 2 ENTRE LA COMMUNE DE ROQUECOR ET LE DEPARTEMENT

Par délibérations des 19 décembre 1988 et 15 juin 1989 modifiées par celle du 29 janvier 2001, l'Assemblée Départementale a adopté le principe de la contractualisation des subventions du Conseil Général à l'adresse des communes.

Dans ce cadre, les investissements communaux concernés sont inclus dans un contrat d'une durée de trois ans, dont le principal effet repose dans les modalités de versement de la subvention globalisée départementale, dérogatoires du régime général.

En application de ces règles, Monsieur le Maire de Roquecor sollicite la conclusion d'un contrat pour la réalisation d'un programme estimé à **423 579 € HT** et composé conformément au tableau ci-après :

Nature des opérations	Dépense subventionnable H.T.	Taux	Montant de la subvention
<u>Bâtiments scolaires</u>			
1 – Réaménagement de l'école	90 240 €	50%	45 120 €
2 – Agrandissement de l'école avec cantine	205 204 €	50%	117 852 € Inclus 15 250 € pour la cantine
SUBVENTION GLOBALISEE			162 972 €

RECAPITULATIF

Coût H.T. du programme	423 579 €
Dépense subventionnable H.T.	295 444 €
Subvention globalisée	162 972 €

Taux moyen de subvention (subvention globalisée/coût H.T.)	38,40%
---	--------

Le montant de la subvention globalisée sera versé en trois annuités :
- la première de **54 324 €** dans un délai de 3 mois à compter de l'approbation du contrat par la Commission Permanente ;

- la seconde de **54 324 €** un an après l'approbation du contrat par la Commission Permanente, après vérification et contrôle de la réalité des travaux et d'une dépense acquittée par la commune au moins égale au montant du 1^{er} tiers de subvention déjà perçu ;

- le solde de **54 324 €** à l'expiration du contrat sur vérification des travaux réalisés.

Je vous demande de délibérer et :

- approuver le contrat d'équipement à conclure avec la commune de Roquecor,

- m'autoriser à signer au nom et pour le compte du Département ce contrat dont les modalités d'application résultent de la délibération susvisée de l'Assemblée.

Je vous précise que ces subventions seront éventuellement prélevées sur le budget départemental conformément au détail ci-après :

Opération	Article	Sous Fonction	Montant
N° 1	204146	21	45 120 €
N° 2	204147	21	117 852 €

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 27 février 2006

CP 06/02-30

**CONTRACTUALISATION N° 2 ENTRE LA COMMUNE DE
ROQUECOR ET LE DEPARTEMENT**

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 1^{er} avril 2004 portant
délégation d'attributions à la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve le contrat d'équipement n° 2 pour la réalisation d'un programme estimé à 423 579 € à conclure avec la commune de Roquecor ;
- Accorde à la commune de Roquecor une subvention globalisée de 162 972 € payable en trois annuités (la première de 54 324 € dans un délai de 3 mois à compter de l'approbation du contrat par la Commission Permanente, la seconde de 54 324 € un an après l'approbation du contrat par la Commission Permanente, après vérification et contrôle de la réalité des travaux et d'une dépense acquittée par la commune au moins égale au montant du 1^{er} tiers de subvention déjà perçu, le solde de 54 324 € à l'expiration du contrat sur vérification des travaux réalisés) pour le financement du programme des travaux suivants :

Nature des opérations	Dépense subventionnable H.T.	Taux	Montant de la subvention
<u>Bâtiments scolaires</u>			
1 – Réaménagement de l'école	90 240 €	50%	45 120 €
2 – Agrandissement de l'école avec cantine	205 204 €	50%	117 852 € Inclus 15 250 € pour la cantine
SUBVENTION GLOBALISEE			162 972 €

- Autorise Monsieur le Président à signer ce contrat au nom et pour le compte du Département ;
- Impute les dépenses correspondantes de la façon suivante :

Opération	Article	Sous Fonction	Montant
N° 1	204146	21	45 120 €
N° 2	204147	21	117 852 €

Adopté à l'unanimité.

Le Président,